



## Introduction

*Isabelle Bensedoun et Jézabel Couppey-Soubeyran\**

**L**e rebond fort et rapide qui a suivi la récession provoquée par la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 avait laissé espérer une reprise solide. Mais, comme le souligne Thomas Grjebine dans le chapitre 1, cet espoir a vite cédé la place aux craintes de stagflation, une situation macroéconomique qui évoque celle des années 1970, quand l'inflation était forte en même temps que l'activité économique stagnait. Le resserrement monétaire qui s'amorce est (pour le moment) moins brutal que celui opéré aux États-Unis au tournant des années 1970-1980. À l'époque avaient suivi une réduction de l'inflation, mais aussi une récession mondiale et une vague de crises de la dette dans les pays en développement. Le contexte actuel est à plusieurs égards potentiellement plus explosif. Sur le plan géopolitique d'abord, avec la guerre en Ukraine, qui révèle et accentue les problèmes de dépendance énergétique et les failles de la mondialisation. Sur le plan financier aussi, avec une financiarisation de nos économies qui se traduit par des niveaux d'endettement et des risques de crise financière beaucoup plus élevés que dans les années 1970. Sur le plan environnemental enfin, avec un niveau de dérèglement écologique qui, si l'on n'y répond pas par les transformations nécessaires, compromet la vie humaine sur Terre à l'horizon de quelques décennies. Aussi se pourrait-il que la récession s'installe

---

\* Isabelle Bensedoun est adjointe au directeur du CEPII et responsable des publications ; Jézabel Couppey-Soubeyran est maîtresse de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et conseillère scientifique à l'Institut Veblen.

et que l'inflation persiste, que les crises de la dette concernent aussi les vieilles économies avancées, celles de la zone euro en particulier, et que des bulles spéculatives explosent les unes après les autres, tandis qu'il est à ce stade impossible de dire si la transition écologique s'en trouvera accélérée ou, au contraire, reléguée au second plan.

Face à la crise sanitaire, les autorités publiques n'ont pourtant pas démérité. Selon Jérôme Héricourt dans le chapitre II, elles ont plutôt bien tiré les leçons de la gestion de la crise financière de 2007-2008, en déployant un effort budgétaire beaucoup plus important. Les pays de l'Union européenne (UE) se sont évité la cure d'austérité dévastatrice que certains s'étaient infligée. Ce sont toutefois les aides aux entreprises qui ont largement dominé. Celles-ci l'ont emporté non seulement face aux dépenses d'investissement, qui pourtant aident à préparer l'avenir, mais aussi face aux aides aux ménages. L'impact de ces plans de soutien a été globalement positif au niveau de la préservation de l'emploi, et même au niveau des ratios de dette publique, qui sans cela se seraient beaucoup plus dégradés. Cela étant, la crise sanitaire a très vraisemblablement débouché sur une hausse des inégalités.

La combinaison de ces plans massifs de relance budgétaire avec des mesures monétaires très accommodantes explique-t-elle la résurgence de l'inflation? C'est un facteur parmi d'autres, plus profonds, plus structurels, qui pourraient faire durer l'inflation et conduire les pays occidentaux à sortir du régime de basse inflation qu'ils connaissaient depuis une trentaine d'années, explique Thomas Grjebine dans le chapitre III. Une inflation durable pourrait redoubler les conflits de répartition et expose les gouvernants à d'épineux dilemmes : faut-il sauvegarder le pouvoir d'achat au risque de réduire la compétitivité et de nourrir l'inflation? Faut-il limiter les hausses de prix des matières premières et de l'énergie, au risque de freiner les incitations à la transition écologique? La lutte contre l'inflation ne risque-t-elle pas d'entrer en contradiction avec la gestion de dettes publiques très élevées, en particulier dans la zone euro, compromettant là aussi la capacité des États à investir dans la transition écologique? Les gouvernements sont sur un chemin de crête. Une solution serait d'investir massivement dans les technologies vertes, pour concilier transition écologique, emplois industriels et préservation du pouvoir d'achat.

Comment faire pour que la transition écologique progresse ? Pour Michel Aglietta et Renaud du Tertre, qui signent le chapitre iv, planification stratégique de la puissance publique et responsabilité sociale des entreprises (RSE) doivent interagir pour combattre la menace climatique planétaire. La RSE est le traducteur des objectifs du développement durable. Les entreprises doivent s'y convertir pour combattre à leur niveau les inégalités, l'exclusion sociale et les injustices, et participer à la lutte contre le changement climatique, la dégradation de l'environnement et de la biodiversité. Charge aux États de conduire des politiques économiques qui vont dans ce sens pour accompagner l'indispensable transformation de la gouvernance des entreprises. Cela implique d'orienter l'action des acteurs économiques par une double valorisation du carbone, qui concerne à la fois le prix du carbone « incorporé » aux biens polluants sur les marchés pour en dissuader la consommation, et le prix du carbone « évité » pour inciter les entreprises à des investissements moins émissifs en gaz à effet de serre.

C'est aussi en mettant le commerce au service du changement climatique que la transition écologique pourra avancer. C'est ce que défend Cecilia Bellora dans le chapitre v. Car, même s'il est encore difficile de trancher quant à l'effet global du commerce sur le changement climatique, faute de données assez détaillées pour déterminer si les effets négatifs l'emportent sur les effets positifs, il n'est plus possible de mener des politiques commerciales déconnectées des préoccupations climatiques. Pour cela, plusieurs pistes sont envisagées. Relever les droits de douane sur les biens les plus polluants et les baisser sur ceux qui le sont moins en est une. Utiliser le commerce comme levier pour inciter les partenaires commerciaux à être plus ambitieux dans leurs politiques climatiques en est une autre. Une troisième est d'agir sur les flux commerciaux pour mettre sur un pied d'égalité, en matière de droits à émettre des gaz à effet de serre, les producteurs des pays vertueux en matière climatique et leurs concurrents étrangers sur leur marché national. Cette dernière option est celle que l'Europe cherche à mettre en place avec son mécanisme d'ajustement carbone aux frontières qui, si elle se concrétisait, serait une première au niveau mondial.

Il faut dire que l'Europe est engagée depuis quelques années, encore plus depuis la crise sanitaire et maintenant la guerre en Ukraine, dans une redéfinition de son rôle et de son insertion dans

le système économique international. Le concept d'autonomie stratégique ouverte, que Vincent Vicard et Pauline Wibaux présentent dans le chapitre vi, en dessine les contours. Directement associée aux politiques extérieures de l'UE, et en particulier à la politique commerciale, l'autonomie stratégique ouverte englobe un ensemble plus large de politiques européennes, tant externes qu'internes, dont l'objectif est de parvenir à la souveraineté économique, entendue comme la volonté et la capacité d'agir pour les États. En ce sens, elle constitue avant tout un cadre de mise en cohérence d'instruments de politique économique. Elle répond ainsi au souci de corriger les vulnérabilités que les interdépendances occasionnent, tout en préservant l'ouverture des économies. Sa mise en œuvre est relativement avancée sur certains dossiers, comme les projets importants d'intérêt européen commun qui autorisent les aides d'État pour des investissements privés dans des domaines stratégiques, mais encore au stade des négociations sur d'autres, comme le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières.

Tous ces sujets majeurs sont loin d'avoir été au cœur du débat présidentiel de 2022 en France, largement éclipsés par celui de l'immigration. C'est l'occasion pour Anthony Edo, qui signe le chapitre vii, de dresser un état des lieux aussi complet que possible de la réalité de l'immigration et de la présence immigrée en Europe. L'occasion aussi de montrer, en mobilisant un grand nombre d'études consacrées au sujet, l'ampleur de la méconnaissance du phénomène migratoire. Les Européens en ont une perception déformée, en décalage avec la réalité, qui influence leurs opinions politiques. La neutralité médiatique sur le sujet de l'immigration n'est pas forcément respectée, ce qui contribue à la déformation de la réalité migratoire. Les médias jouent donc un rôle clé et leur mission d'information est plus que jamais à rétablir.